



Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et
de la Transition Écologique

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Marché de fournitures courantes et de services

Procédure n°2026-DALATE-INHOT-004

Acquisition et location de véhicules légers

Période :

Lots 1 et 3 : de la date de notification jusqu'à l'admission des fournitures.

Lot 2 : 48 mois à compter de la date de notification du marché



Ce marché comporte une clause environnementale



Ce marché comporte une clause sociale

CCP	Procédure n°2026-DALATE-INHOT-004	Page 1/17
-----	-----------------------------------	-----------

I. TABLE DES MATIERES

II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	4
Article 1. Représentant du pouvoir adjudicateur	4
III. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ	5
Article 2. Objet du marché	5
Article 3. Description du marché	5
3.1 Type de marché	5
3.2 Procédure de passation	5
3.3 Forme du marché	5
3.4 Montant maximum du marché	5
3.5 Classification CPV	5
3.6 Décomposition en lots	5
Article 4. Durée du marché	6
4.1 Période initiale et reconduction	6
4.2 Délai d'exécution des prestations	6
Article 5. Pièces contractuelles	6
IV. PRIX ET REGLEMENTS	6
Article 6. Forme des prix	6
Article 7. Contenu des prix	6
Article 8. Modalités de révision des prix	7
Article 9. Avances	7
Article 10. Retenue de garantie	7
Article 11. Acompte, règlement définitif et solde	7
Article 12. Présentation des demandes de paiement	7
Article 13. Délai de paiement	8
Article 14. Titulaire étranger	9
Article 15. Nantissement et cession de créance	9
V. EXECUTION	9
Article 16. Évolution technique, technologique ou réglementaire	9
Article 17. Modalités d'émission des bons de commandes	9
Article 18. Livraison des EQUIPEMENTS	10
Article 19. Vérifications quantitatives et qualitatives	11
Article 20. ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE	11
Article 21. Propriété intellectuelle	11

Article 22. responsabilite	11
Article 23. Garantie	12
Article 24. Défaut de fabrication/Rappel de lot :	12
Article 25. Exécution complémentaire	12
Article 26. Sous-traitance	12
Article 27. Changements affectant le titulaire	12
Article 28. Assurance	13
Article 29. Discretion et confidentialité	13
Article 30. Clause environnementale	13
Article 31. Clause sociale	13
31.1 Principe général	13
31.2 Engagements spécifiques dans le cadre du marché	14
31.3 Justificatif et suivi	14
VI. TOUT DOCUMENT PERMETTANT D'ATTESTER DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE DANS LE CADRE DU MARCHÉ.DIFFERENDS ET LITIGES	14
Article 32. Pénalités	14
Article 33. Résiliation du marché	15
33.1 Motifs de résiliation	15
33.2 Indemnité de résiliation	15
Article 34. Exécution aux frais et risques du titulaire	15
34.1 En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché	15
34.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	16
Article 35. Droit applicable et tribunal compétent	16
VII. DESCRIPTIF TECHNIQUE	16
Article 36. Descriptif du besoin	16
VIII. DEROGATIONS AU CCAG	17

II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours**
Représentant du pouvoir adjudicateur : **Floriane RIVIERE, Directrice Générale du CHRU de Tours**
Adresse : **37044 TOURS Cedex 9**
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référents du dossier

Référent administratif du dossier : **Mme Lou-Ann MAGNO**
Adresse : **CHRU de Tours**
Direction des Achats, de la Logistique, des
Approvisionnements et de la Transition Écologique
37044 TOURS Cedex 9
Téléphone : **02 47 47 86 30**

Référent technique du dossier : **M. Jérôme HEMERY**
Téléphone : **02 47 47 82 06**
Courrier électronique : **j.hemery@chu-tours.fr**

III. CARACTERISTIQUES DU MARCHE

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet l'acquisition de trois achats de véhicules léger et d'une acquisition de véhicule léger par LOA.

Le descriptif du besoin figure au chapitre VII et en annexe N°1 du présent CCP.

ARTICLE 3. DESCRIPTION DU MARCHE

3.1 Type de marché

Marché de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre :	Catégorie de service :	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

3.2 Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique

3.3 Forme du marché

Le présent marché est un marché unique.

3.4 Montant maximum du marché

Le montant maximum du marché est de 90 000 € HT.

3.5 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est : 34100000-8 : Véhicules à moteur

3.6 Décomposition en lots

Lot 1	Achat d'un véhicule à motorisation électrique
Lot 2	LOA d'un véhicule à motorisation électrique
Lot 3	Achat de 2 véhicules à motorisation thermique ou hybride

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE

4.1 Période initiale et reconduction

La durée d'exécution des marchés est détaillée ci-dessous :

Pour les lots 1 et 3 : de la date de notification jusqu'à l'admission des fournitures.

Pour le lot 2 : la durée maximale d'exécution est de 48 mois. Le marché débute à compter de la date de notification du marché

4.2 Délai d'exécution des prestations

Le délai de livraison est celui fixé dans l'offre du titulaire. Cependant, il ne pourra être supérieur à 13 novembre 2026.

ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- l'acte d'engagement et ses annexes, dont l'offre financière
- 2- le présent Cahier des Clauses Particulières et ses annexes
- 3- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- 4- l'offre technique du titulaire

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

IV. PRIX ET REGLEMENTS

ARTICLE 6. FORME DES PRIX

Le marché est passé à prix forfaitaire.

ARTICLE 7. CONTENU DES PRIX

Le soumissionnaire indiquera dans son offre financière les frais afférents à la livraison des véhicules.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres.

Les prix sont franco de port et d'emballage.

Il n'y a pas de frais afférents à des minima de commande que ce soit en quantité ou en valeur.

CCP	Procédure n°2026-DALATE-INHOT-004	Page 6/17
-----	-----------------------------------	-----------

Pour le lot 2 :

Les loyers versés comprennent l'acheminement du véhicule jusqu'au CHRU ainsi que le coût de la mise à disposition du véhicule pendant la durée du contrat de location.

L'offre financière précise les éventuels coûts afférents au coût d'acquisition du véhicule à l'issue de la durée de la location.

Les loyers ne comprennent pas le montant du carburant et de la vignette Crit'air.

ARTICLE 8. MODALITES DE REVISION DES PRIX

Les prix sont fermes durant la totalité du marché.

ARTICLE 9. AVANCES

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement son souhait de bénéficier de l'avance prévue aux articles R2191-3, R2191-5, R2191-6, R2191-13, R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au titulaire du marché.

ARTICLE 11. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE

Pour les lots 1 et 3, le marché prévoit l'émission d'un bon de commande pour chaque véhicule, avec un paiement unique effectué après la réception du véhicule.

Pour le lot 2, le marché prévoit le paiement de 48 loyers mensuels, considérés comme définitifs. En cas de conclusion de l'option d'achat, celle-ci sera réglée par un paiement unique à l'issue du règlement des 48 mensualités.

ARTICLE 12. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

CCP	Procédure n°2026-DALATE-INHOT-004	Page 7/17
-----	-----------------------------------	-----------

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- date de la facture ;
- désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- numéro du bon de commande ;
- code d'identification du service en charge du paiement ;
- date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- désignation de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- lieu de livraison
- montant net HT de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- taux et montant de la TVA
- montant net TTC de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- montants nets totaux HT et TTC de la facture

Lors du dépôt de la facture destinée au CHRU de Tours sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- SIRET : 263 700 189 000 16
- CODE SERVICE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS (exemple : INHOT pour les véhicules fournis en achat, PREST pour le véhicule concerné par la LOA)
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS, au format indiqué (année/code service/numéro de commande)

ARTICLE 13. DELAI DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à réception de facture.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai court à compter de la date d'admission des fournitures.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

CCP	Procédure n°2026-DALATE-INHOT-004	Page 8/17
-----	-----------------------------------	-----------

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires.

ARTICLE 14. TITULAIRE ETRANGER

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 15. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

V. EXECUTION

ARTICLE 16. ÉVOLUTION TECHNIQUE, TECHNOLOGIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technique et/ou technologique de ses matériels durant la période d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au marché, au prix convenu au présent marché.

Le CHRU de Tours reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, un avenant sera conclu entre les deux parties. Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 17. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDES

CCP	Procédure n°2026-DALATE-INHOT-004	Page 9/17
-----	-----------------------------------	-----------

Les bons de commande seront signés par un représentant du CHRU de Tours ayant reçu délégation de la Directrice Générale du CHRU de Tours. Ils émanent de la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et de la Transition Écologique.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- ✓ la quantité à livrer
- ✓ la date de livraison/le délai d'exécution du bon de commande
- ✓ les lieux de livraison
- ✓ le montant du bon de commande
- ✓ la référence du marché
- ✓ le numéro de la commande
- ✓ la désignation de la fourniture ou de la prestation
- ✓ le prix net unitaire HT
- ✓ les informations concernant la facturation

ARTICLE 18. LIVRAISON DES EQUIPEMENTS

La livraison des véhicules devra être impérativement effectuée avant le **13 novembre 2026**.

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison comportant les quantités et la désignation des produits livrés ainsi que le numéro de commande et le cas échéant le numéro de lot ou de série.

Le titulaire est responsable du transport de ses produits et assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

En cas de quantité manquante à la livraison, le titulaire a l'obligation de prévenir le service qui a passé la commande, de l'indiquer sur le bon de livraison et de mentionner le délai de livraison prévu pour le reste à livrer, et ceci dans les meilleurs délais.

Le bon de livraison doit être visé par un agent du service qui réceptionne la commande.

Les produits seront livrés à l'adresse suivante :

CHRU de Tours
Site de Trousseau
Garage du Logipôle Bat T17
Avenue de la République
37170 Chambray-lès-Tours

Contact à prévenir une fois le véhicule disponible :

CCP	Procédure n°2026-DALATE-INHOT-004	Page 10/17
-----	-----------------------------------	------------

- J.HEMERY : ligne directe 02 47 47 82 06 / mail : j.hemery@chu-tours.fr
- F.BARRIER : ligne direct 02 47 47 36 05 / mail : f.barrier@chu-tours.fr

ARTICLE 19. VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

Vérifications quantitatives

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée ; celle-ci a lieu au moment de la livraison. Si la quantité fournie n'est pas conforme au bon de commande, le représentant du CHRU de Tours met le titulaire en demeure d'ajuster la livraison en plus ou en moins dans les plus brefs délais.

Si la quantité fournie est **inférieure** à la quantité commandée, le titulaire s'engage à compléter cette quantité dans un délai n'excédant pas 48 heures. Si la quantité fournie est **supérieure** à la quantité commandée, le titulaire s'engage à reprendre immédiatement cet excédent sans contrepartie.

Vérifications qualitatives

Le CHRU de Tours dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de livraison pour procéder à la vérification qualitative. Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans observation de la part du CHRU de Tours dans le délai de 15 jours, les articles sont considérés comme admis. Cependant, les articles se révélant défectueux à la mise en service ou en cours d'utilisation feront l'objet d'une demande d'échange.

Décisions du pouvoir adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

ARTICLE 20. ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE

Dans tous les cas, la décision d'admission des produits est prise sous réserve de vices cachés. Le transfert de propriété du titulaire vers le CHRU de Tours est réalisé par l'admission.

ARTICLE 21. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions prévues aux articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent.

ARTICLE 22. RESPONSABILITE

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux du CHRU de Tours.

Le titulaire est responsable du transport du véhicule et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

CCP	Procédure n°2026-DALATE-INHOT-004	Page 11/17
-----	-----------------------------------	------------

ARTICLE 23. GARANTIE

La durée de garantie ne pourra pas être inférieure à 24 mois. Elle est précisée dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 24. DEFAUT DE FABRICATION/RAPPEL DE LOT :

En cas de défaut de fabrication et/ou de rappel de lot, le CHRU de Tours est en droit d'exiger une contrepartie financière liée aux surcoûts engendrés notamment par l'externalisation de son activité.

ARTICLE 25. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément à l'article R2122-4 du code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

ARTICLE 26. SOUS-TRAITANCE

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au CHRU de Tours une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner.

ARTICLE 27. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Tours, avant toute nouvelle facturation, de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- ses coordonnées bancaires

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

CCP	Procédure n°2026-DALATE-INHOT-004	Page 12/17
-----	-----------------------------------	------------

Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un avenant.

ARTICLE 28. ASSURANCE

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le CHRU de Tours en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 29. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

ARTICLE 30. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les véhicules devront intégrer, dans la mesure du possible, des matériaux recyclés ou recyclables et être conformes à la réglementation relative à la fin de vie des véhicules (directive 2000/53/CE).

ARTICLE 31. CLAUSE SOCIALE

31.1 Principe général

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions législatives et réglementaires relatives :

- À l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- À la lutte contre les discriminations ;
- À l'égalité de traitement en matière d'accès à l'emploi, de formation, de rémunération et d'évolution professionnelle.

Il atteste être en conformité avec ses obligations en matière d'index de l'égalité professionnelle, lorsque celui-ci est applicable.

CCP	Procédure n°2026-DALATE-INHOT-004	Page 13/17
-----	-----------------------------------	------------

31.2 Engagements spécifiques dans le cadre du marché

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à :

- Veiller à l'égal accès des femmes et des hommes aux postes mobilisés pour l'exécution du marché (fonctions techniques, logistiques, commerciales, administratives) ;
- Favoriser la mixité dans les métiers traditionnellement sous-représentés ;
- Garantir l'absence de discrimination dans les recrutements ou affectations liés au marché ;
- Sensibiliser, le cas échéant, les personnels affectés au marché aux enjeux d'égalité professionnelle.

Lorsque cela est pertinent, le titulaire pourra mettre en œuvre des actions concrètes telles que :

- Recrutement ou formation de femmes dans les métiers techniques liés au secteur automobile ;
- Mise en place de dispositifs favorisant l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle ;
- Partenariat avec des organismes favorisant l'accès des femmes aux métiers industriels ou techniques.

31.3 Justificatif et suivi

À la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra pouvoir produire :

- Une attestation sur l'honneur de conformité à ses obligations légales ;
- Le cas échéant, son index de l'égalité professionnelle ;

VI. TOUT DOCUMENT PERMETTANT D'ATTESTER DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE DANS LE CADRE DU MARCHE.DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 32. PENALITES

Les pénalités dues par le titulaire sont exigibles si, à l'expiration des délais contractuels, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le CHRU de Tours ou en cas de manquement du CHRU de Tours à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

Pour la livraison des véhicules et la prestation de location :

Livraison du véhicule :

Si la date de livraison ne peut pas être respectée, le titulaire doit en informer la Direction des Services Techniques et du Patrimoine pour fixer une nouvelle date de livraison.

Le CHRU de Tours se réserve le droit de refuser cette nouvelle date de livraison.

En cas de non livraison

- à la date indiquée lors de la commande,
- ou à celle reconduite avec l'accord du CHRU de Tours,

CCP	Procédure n°2026-DALATE-INHOT-004	Page 14/17
-----	-----------------------------------	------------

il sera appliqué au titulaire une pénalité de 10% du montant en € TTC du bon de commande euros par jour de retard.

La date de référence sera la date de livraison initialement prévue ou celle reconduite.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché (non-conformité des factures ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par le pouvoir adjudicateur.

Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

ARTICLE 33. RESILIATION DU MARCHE

33.1 Motifs de résiliation

Le CHRU de Tours peut mettre fin à l'exécution du marché à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations, objet du marché.

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché dans le cas où la demande de révision des prix faite par le titulaire dépasse le pourcentage indiqué dans le présent Cahier des Clauses Particulières.

33.2 Indemnité de résiliation

L'accord-cadre étant passé sans minimum, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 34. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

34.1 En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

CCP	Procédure n°2026-DALATE-INHOT-004	Page 15/17
-----	-----------------------------------	------------

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité de livraison ainsi que la date de reprise de livraison : à défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

34.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE 35. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché

VII. DESCRIPTIF TECHNIQUE

ARTICLE 36. DESCRIPTIF DU BESOIN

Le CHRU de Tours souhaite acquérir 4 véhicules dont un en LOA. Les principales caractéristiques techniques des véhicules souhaités sont les suivantes :

Lot n°1 : Achat d'un véhicule à motorisation électrique.

- 100% électrique,
- Capacité Batterie supérieure à 25 Kwh,
- 4 ou 5 places,
- 5 portes,
- Longueur véhicule supérieur à 3m50 et inférieur à 4m (environ).
- Puissance supérieure à 60 Cv.
- Obligatoire : GPS + Prise de recharge 10A + Couleur blanche

Lot n°2 : LOA d'un véhicule à motorisation électrique.

- 100% électrique,
- Capacité Batterie supérieure à 25 Kwh,
- 4 ou 5 places,
- 5 portes,
- Longueur véhicule supérieur à 3m50 et inférieur à 4m (environ).
- Puissance supérieure à 60 Cv.
- Obligatoire : GPS + Prise de recharge 10A + Couleur blanche

CCP	Procédure n°2026-DALATE-INHOT-004	Page 16/17
-----	-----------------------------------	------------

Lot n°3 : Achat de 2 véhicules à motorisation thermique ou hybride.

Véhicule 1 : Citadine :

- Puissance mini : 60 CV maxi 80CV
- 5 portes
- 4 ou 5 places.
- Hauteur inférieure à 1m55 (environ).
- Longueur véhicule supérieur à 4m et inférieur à 4m50 (environ).
- Capacité du coffre supérieur à 300 dm3 et inférieur à 400 dm3 (environ).
- Obligatoire : GPS + Climatisation + Couleur blanche

Véhicule 2 : Berline Break :

- Puissance mini 90Cv
- 5 portes
- 5 places
- Longueur véhicule supérieur à 4m50 et inférieur à 4m90 (environ).
- Hauteur inférieure à 1m70 (environ).
- Capacité du coffre en configuration 5 places supérieur à 600 dm3 et inférieur à 800 dm3 (environ).
- Obligatoire : GPS + Climatisation + Couleur blanche.

Les véhicules devront intégrer, dans la mesure du possible, des matériaux recyclés ou recyclables et être conformes à la réglementation relative à la fin de vie des véhicules (directive 2000/53/CE).

VIII. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Article du CCP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
Article 4.2	Article 13.1.1	Début du délai d'exécution différent de la date de notification
Article 23	Article 33	Durée de garantie
Article 32	Article 14	Pénalités
Article 34.1	Article 40	Autre cas de résiliation de marché
Article 34.2	Article 42	Indemnité de résiliation
Article 35	Article 45	Exécution aux frais et risques

CCP	Procédure n°2026-DALATE-INHOT-004	Page 17/17
-----	-----------------------------------	------------